
2017 FORUM DES MARCHÉS ÉMERGENTS SUR L'AFRIQUE

Rapport

L'Afrique
dans 40 ans

Theodore Ahlers

26-27 mars 2017

Abidjan, Côte d'Ivoire



A nonprofit initiative of the Centennial Group



L'Afrique dans 40 ans

Theodore Ahlers



Préface

Chers participants,

Ce dossier fait partie d'un futur ouvrage collectif réunissant dix études qui brossent un tableau de ce que pourrait être l'Afrique dans quatre décennies. Cinq de ces études serviront de toile de fonds à des séances du cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique :

- *L'Afrique dans 40 ans*
- *Démographie et urbanisation : Planifier des villes qui marchent*
- *Développer le capital humain : Améliorer la qualité de l'éducation*
- *Transformer l'Afrique rurale : Développer un secteur agricole productif*
- *Le déficit d'infrastructure de l'Afrique : Comblé le retard*

Un sixième dossier, intitulé *Nouvelles menaces pour la croissance et la stabilité africaine*, sera également diffusé à l'occasion du forum. Les quatre dossiers restants sont disponibles sur le site Internet de l'FME :

- *L'impact des termes de l'échange dans le secteur des produits de base en Afrique : Malédiction, bénédiction ou réalité gérable ?*
- *L'Afrique face au défi de la croissance inclusive*
- *La diversification économique des économies africaines*
- *L'intégration économique régionale de l'Afrique*

À l'issue de ce Forum, ces rapports feront l'objet d'une révision et deviendront les chapitres d'un livre qui jouira d'une large diffusion parmi les nombreux acteurs intéressés, et notamment auprès de responsables et décideurs politiques africains. Vos réactions et commentaires sont donc les bienvenus, tant lors des séances de travail du Forum que par la suite.

Harinder Kohli
Directeur fondateur et Directeur général
Forum des Marchés Émergents



Table des matières

3 Que pourrait être l'Afrique dans quarante ans ?

3 Nécessité d'une croissance annuelle de 3½ % du revenu par habitant

6 La convergence signifie des millions de pauvres en moins et un demi-milliard d'Africains de classe moyenne en plus.

7 L'Afrique diverge

8 Ce sont les politiques, plus que les richesses naturelles, qui déterminent les performances

10 Agir dès à présent... ou accepter la marginalisation

10 Un monde plus dur exige des actions plus vigoureuses

13 Relance de la convergence - Sept domaines d'action prioritaires

23 Conclusion – États compétents et leadership pragmatique

25 Références

Cet article a été préparé par Theodore Ahlers, avec l'aide d'Alden LeClair pour la recherche. Harpaul Kohli a mis au point les modèles supportant les scénarios. Ce document a bénéficié des commentaires de Hiroshi Kato, Harinder Kohli, Anil Sood et Claudio Loser.



Résumé

L'Afrique fait face à la fois à de grandes opportunités et à d'inquiétantes menaces. L'Afrique qui émergera d'ici à 40 ans sera-t-elle un continent dynamique au poids mondial croissant ou un espace de stagnation économique, qui exporte son capital humain et financier ? La réponse dépendra de ce que les pays qui la composent entreprendront dès à présent. Ce rapport propose deux scénarios de développement d'ici 2060. Il fait le point sur les réalisations de la décennie en cours, et souligne les différences de performances entre pays. Finalement, il identifie les questions de politiques que l'Afrique devra traiter en priorité pour assurer sa convergence avec le reste du monde.

Le rythme de la croissance démographique, la croissance de la productivité et le niveau d'investissement auront d'énormes implications sur la vie des populations au cours des 40 prochaines années. L'Afrique se développe, certes, et de nombreux indicateurs socioéconomiques s'améliorent, mais pas de façon suffisante pour assurer la convergence avec le reste du monde : en fait, l'écart entre l'Afrique et le reste du monde se creuse. Si l'Afrique veut réaliser cette convergence et répondre aux aspirations de sa population, il est urgent qu'elle mène les réformes de politiques qui s'imposent. Le rattrapage avec le reste du monde exige une croissance annuelle de 3 ½ % ou davantage de son PIB par habitant d'ici à 2060. Cette convergence signifierait des millions de pauvres en moins et un demi-milliard d'Africains de classe moyenne en plus.

La performance pays varie évidemment beaucoup, et au cours des 10 dernières années, 13 pays ont enregistré une croissance moyenne de leur revenu par habitant supérieure à 3 % par an. Mais, pour le continent pris dans son ensemble, la croissance du PIB par habitant est inférieure à la moyenne mondiale depuis 2010. Il n'en reste pas moins que les progrès réalisés par ses pays les plus performants montrent que la convergence africaine est possible. Bien plus que la dotation en ressources, ce sont les actions entreprises par les pays qui font la différence, c'est-à-dire leurs politiques publiques, la réactivité de leurs entrepreneurs, l'intégrité de leurs institutions et la

volonté politique de leurs dirigeants. En termes simples, le défi consiste à étendre les meilleures pratiques africaines à davantage de pays du continent.

Au cours de la première décennie de ce siècle, la croissance et la convergence de l'Afrique étaient certes réelles et elles s'appuyaient sur de solides réformes engagées par de nombreux pays. Des circonstances extérieures exceptionnelles y contribuaient également : des prix des produits de base en augmentation constante, une forte croissance mondiale et des marchés de capitaux mondiaux très liquides. Or, ces trois circonstances extérieures exceptionnelles ont aujourd'hui disparu et il est peu probable qu'elles reviennent de sitôt. Cette évolution était prévisible et elle ne sonne pas nécessairement le glas de la quête de l'Afrique pour la convergence. Relancer la convergence signifie toutefois un retour aux fondamentaux - plus d'investissements et plus de réformes pour favoriser une croissance de la productivité centrée sur l'inclusion.

Le retour à la convergence demande d'agir sur sept fronts : accélération de la transition démographique, réduction de la dépendance aux matières premières, accroissement de l'épargne et de l'investissement et mobilisation du secteur privé, accélération de la croissance de la productivité, résolution des conflits et réduction de la fragilité, adaptation au changement climatique et réduction des disparités. La transition démographique est plus lente que celle prévue il y a trois ans. Du fait de cette lenteur, il va falloir de façon urgente agir pour réduire les taux de fécondité et élaborer simultanément des mesures pour faire face aux implications de cette réduction sur le marché du travail. Les exportations des produits de base ont contribué à la forte croissance des pays africains jusqu'en 2011 mais, avec la chute des cours mondiaux, il est indispensable et urgent de procéder à un ajustement des politiques macroéconomiques. L'épargne et l'investissement restent tous deux à des niveaux trop faibles pour soutenir une convergence avec le reste du monde. En définitive, la convergence dépendra d'une croissance plus rapide de la productivité, ce qui nécessitera des mesures énergiques

Le point mort où se situent les performances de ces dernières années est un appel urgent à l'action pour tous ceux qui veulent une Afrique prospère, plutôt que marginalisée, dans 40 ans.

pour renforcer le capital humain et institutionnel. De plus, si l'on ne remédie pas avec la fermeté voulue aux conflits, à la fragilité et aux inégalités, les progrès réalisés ailleurs pourraient être remis en cause. À moyen et long terme, l'Afrique doit s'adapter au changement climatique qui menace son agriculture et ses villes. Enfin, les inégalités se creusent et elles ne se réduiront que si les meilleures pratiques politiques d'Afrique se généralisent dans les pays dont les performances laissent à désirer. Si les pays ne relèvent pas rapidement ces défis, les gains de la première décennie du siècle seront perdus.

Les implications pour les politiques sont claires. Certains pays ont réussi à relever ces défis. Des mesures urgentes sont nécessaires pour généraliser ces meilleures pratiques africaines à l'ensemble du continent. Or, si les implications pour les politiques sont évidentes, la réussite de l'exécution, elle, ne l'est pas. Elle est fonction de la capacité des états et de la solidité et du pragmatisme de leur leadership. Les résultats dépendent davantage de la qualité de la politique que de la technicité de l'appareillage économique. Les plus grandes menaces pour la réussite sont la complaisance et le manque de volonté politique à s'atteler aux grands problèmes. Un consensus sociétal sur l'agenda de la réforme et le leadership politique indispensables à sa réalisation existent dans quelques pays mais manquent dans la plupart. Le point mort où se situent les performances de ces dernières années est un appel urgent à l'action pour tous ceux qui veulent une Afrique prospère, plutôt que marginalisée, dans 40 ans.

L'Afrique dans 40 ans

Que pourrait être l'Afrique dans quarante ans ?

L'Afrique est à la fois face à de grandes opportunités et à d'inquiétantes menaces, et l'Afrique qui émergera d'ici à 40 ans — un continent dynamique au poids mondial croissant ou un espace de stagnation économique, qui exporte son capital humain et financier — dépendra de ce que les pays qui la composent entreprendront dès à présent. Ce rapport présente deux scénarios indicatifs à l'horizon 2060. Il fait le point sur les réalisations de la décennie en cours, et souligne les différences de performances entre pays. Finalement, il identifie les questions de politiques que l'Afrique devra traiter en priorité pour assurer sa convergence avec le reste du monde et éviter les crises sociales et politiques au vu de ses projections démographiques.

Le rythme de la croissance démographique, la croissance de la productivité et le niveau d'investissement auront d'énormes implications sur la vie des populations au cours des 40 prochaines années. Ces implications sont illustrées par les différences entre revenus par habitant, la pauvreté et la taille de la classe moyenne selon deux scénarios indicatifs : le scénario central, celui du dernier modèle économique mondial du Centennial Group¹, et un scénario de convergence de l'Afrique.² Comme nous le verrons plus loin, la différence entre ces deux scénarios provient de différences entre les niveaux d'investissement en Afrique et du rythme auquel les réformes structurelles sont entreprises pour accroître la productivité. Bien que l'on puisse faire valoir l'existence de scénarios plus pessimistes ou plus optimistes, une comparaison de ces deux scénarios illustre les véritables enjeux.

1. Voir Kohli, H. (éd.) (2016), *The World in 2050: Striving for a more just, prosperous, and harmonious global community*, Oxford University Press, pour une analyse du scénario central mondial.

2. Le scénario de convergence de l'Afrique exposé ici est une mise à jour du scénario de convergence paru initialement dans Ahlers, Kato, Kohli, Madavo, et Sood (éd.) (2014), *Africa 2050: Realizing the Continent's Full Potential*, Oxford University Press. Il applique les paramètres initiaux de la convergence de l'Afrique (investissement accru et croissance de la productivité accélérée en Afrique) au modèle mondial actualisé du Centennial Group et étend le scénario à 2060.

Nécessité d'une croissance annuelle de 3½ % du revenu par habitant

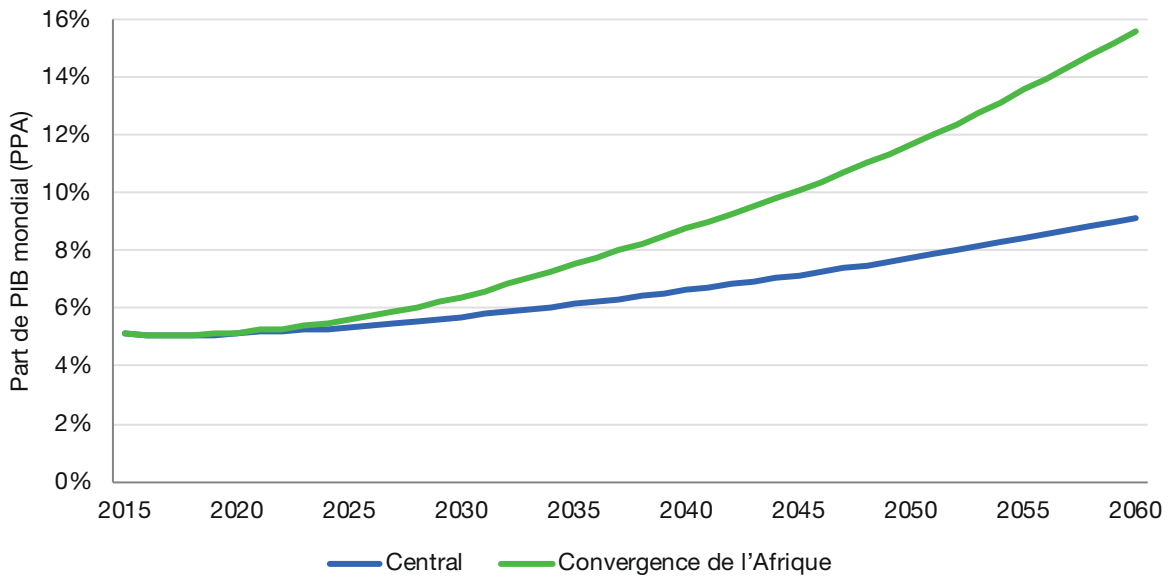
Dans le scénario central, l'Afrique se développe au cours des 40 prochaines années, mais ne progresse pas davantage pour rattraper le reste du monde. La part africaine du PIB mondial doublerait pour atteindre environ 9 % (à l'instar de sa croissance démographique) après être restée à environ 4 % en moyenne (PPA en USD pour 2011) ces 40 dernières années (Figure 1). Dans ce scénario, le poids économique de l'Afrique augmenterait et sa population serait légèrement mieux lotie. Elle ne convergerait toutefois pas avec le reste du monde en termes de revenu par habitant. La part africaine du PIB mondial, dans le scénario central, est considérablement inférieure à ce que prévoit le scénario de convergence de l'Afrique, selon lequel la part africaine ferait plus que tripler et atteindrait environ 15 % du PIB mondial en 2060.

L'accélération de la croissance économique qu'a connue l'Afrique depuis le milieu des années 1990 a ralenti la longue baisse du PIB par habitant africain par rapport à la moyenne mondiale. Le PIB par habitant africain est toutefois resté à environ un tiers de la moyenne mondiale ces 15 dernières années (Figure 2) tandis que celui de l'Asie a continué à s'accroître rapidement par rapport à la moyenne mondiale. Les moyennes africaines masquent bien sûr de fortes variations entre pays. Le problème n'est pas que tous les pays africains se portent mal, mais plutôt que la divergence entre les performances des pays africains s'accroît. Pour que l'Afrique converge avec le reste du monde, il faut que davantage de pays adoptent une politique des meilleures pratiques africaines.

Le scénario central montre une augmentation du revenu par habitant en Afrique (Figure 3), mais, même à l'horizon 40 ans, il n'atteint qu'un tiers de la moyenne mondiale (Figure 4). Le reste du monde croîtrait plus rapidement et les africains ne seraient pas en voie de le rattraper. Cette augmentation du revenu par habitant est bien inférieure à celle prévue dans le scénario de convergence de l'Afrique où, en 2060, le revenu par habitant est cinq fois supérieur

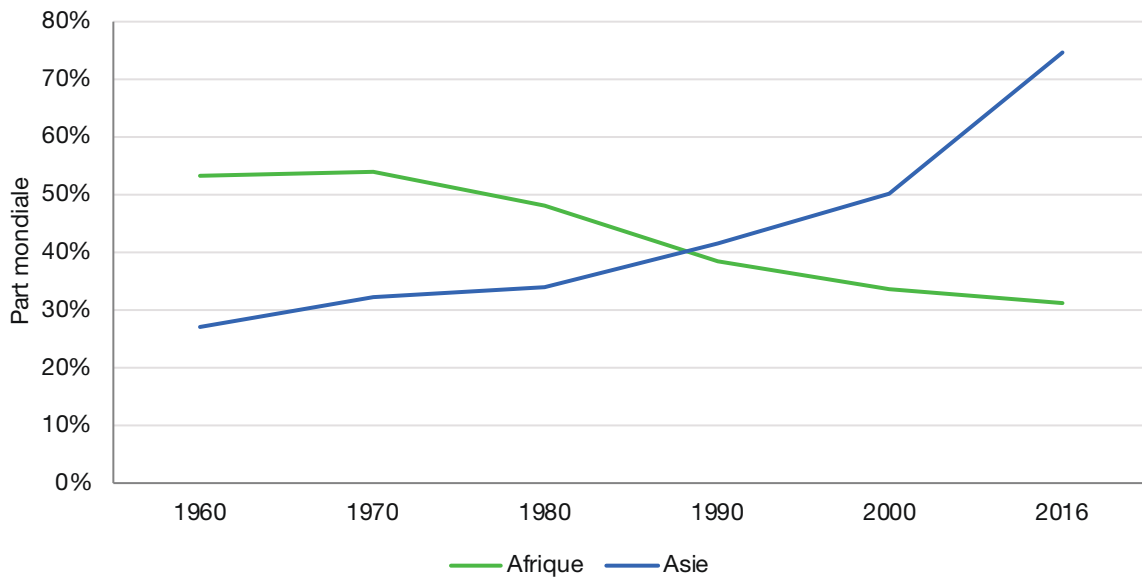
Dans le scénario central, l'Afrique se développe au cours des 40 prochaines années, mais ne progresse pas davantage pour rattraper le reste du monde.

Figure 1: Part de l'Afrique dans le PIB mondial (PPA), 2015-2060



Source: Centennial Group (2017)

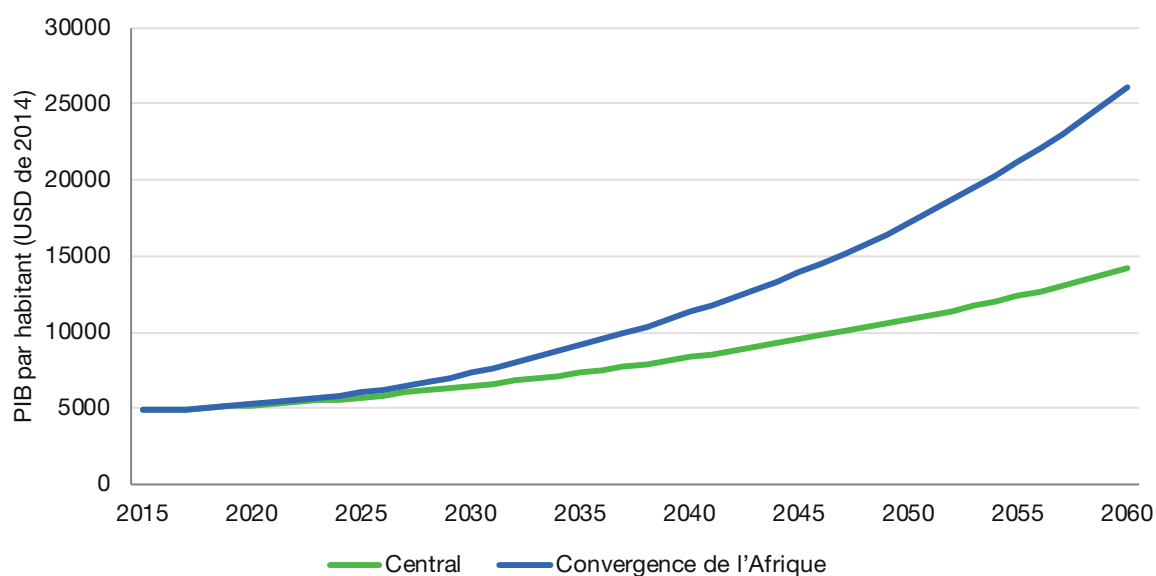
Figure 2: PIB par habitant en pourcentage de la moyenne mondiale, Afrique et Asie, 1960-2016



Source: PEM du FMI (2017)

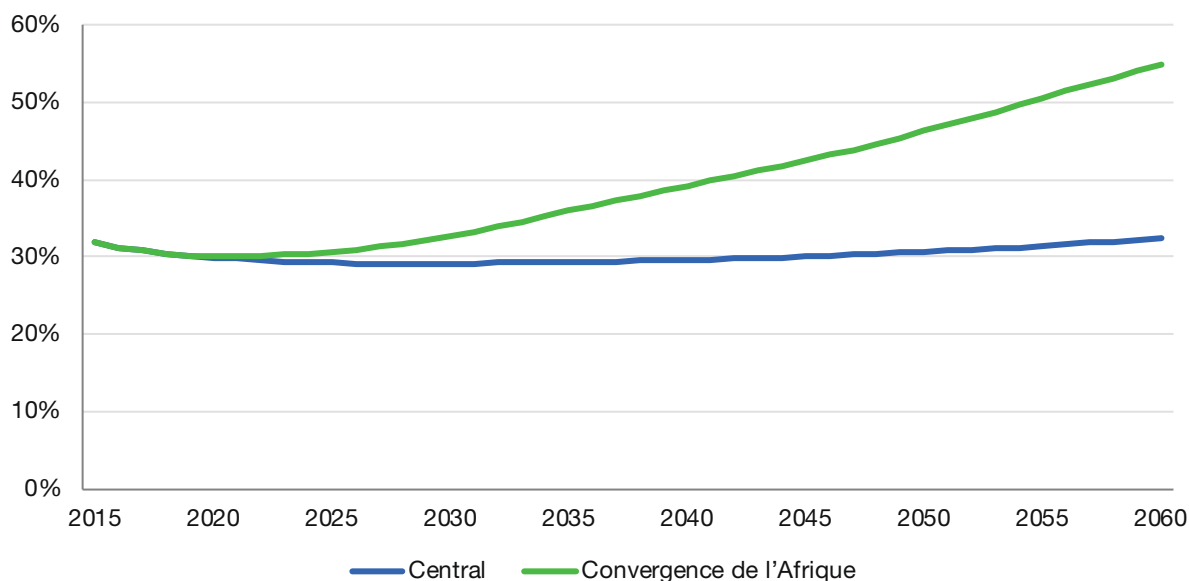
Le scénario central montre une augmentation du revenu par habitant en Afrique, mais, même à l'horizon 40 ans, il n'atteint qu'un tiers de la moyenne mondiale.

Figure 3: PIB par habitant (PPA), 2015-2060



Source: Centennial Group (2017)

Figure 4: PIB de l'Afrique par habitant en pourcentage de la moyenne mondiale (PPA) 2015-2060



Source: Centennial Group (2017)

L'évolution du PIB et du revenu par habitant dans le scénario central signifie 200 millions de pauvres de plus par rapport au scénario de convergence.

à ce qu'il est actuellement, et passe d'un tiers de la moyenne mondiale actuellement à plus de la moitié. C'est cette accélération dont l'Afrique a besoin pour satisfaire

Pour que l'Afrique rattrape le reste du monde, elle doit enregistrer une croissance de son PIB annuel par habitant d'au moins 3 ½ % d'ici à 2060. Dans le scénario central, la croissance mondiale du revenu par habitant au cours des 40 prochaines années serait d'environ 2 ½ % par an. Pour que l'Afrique converge, elle doit viser une croissance par habitant d'au moins un point de pourcentage supplémentaire. Dans le scénario central, la croissance annuelle africaine du revenu par habitant n'est que d'environ 2,2 % jusqu'en 2040 et de 2,7 % d'ici 2060. Dans le scénario de convergence, elle serait de 3,6 % avant d'augmenter à 4,3 %.

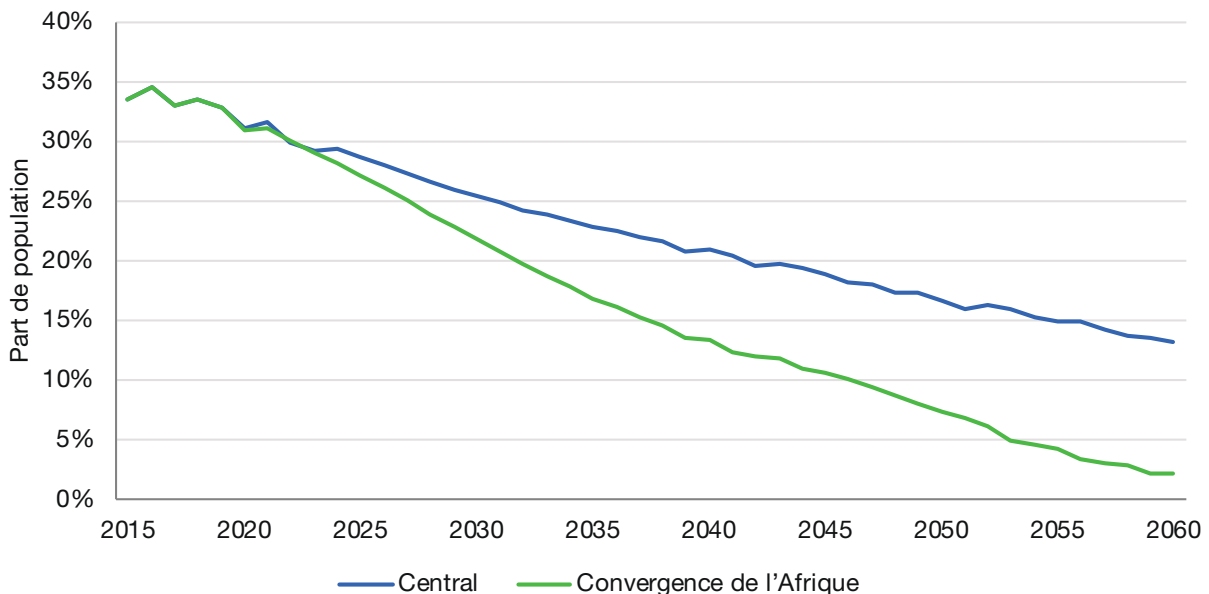
La convergence signifie des millions de pauvres en moins et un demi-milliard d'Africains de classe moyenne en plus.

L'évolution du PIB et du revenu par habitant dans le scénario central signifie 200 millions de pauvres de plus par rapport au scénario de convergence. Dans le scénario central, le taux de pauvreté en Afrique diminuerait de 34 % en 2015 à environ 13 % en 2060 (Figure 5). Le nombre de pauvres excéderait de 200 millions celui du scénario de convergence, dans lequel la pauvreté tombe à 2 %.

Le scénario central implique également plus d'un demi-milliard d'Africains de moins appartenant à la classe moyenne d'ici 2060 comparé au scénario de convergence. Dans le scénario central, la proportion d'Africains de classe moyenne augmenterait de quelque 20 % aujourd'hui à 50 % en 2060 (Figure 6),³ donc loin des 70 % de

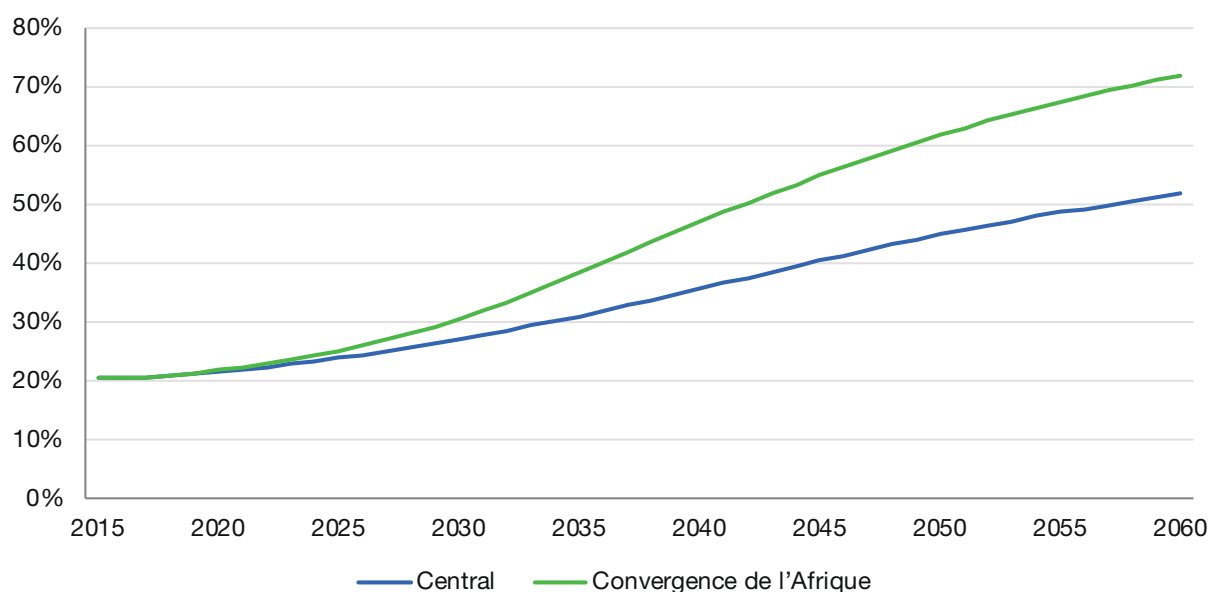
3. La classe moyenne se définit par un revenu par habitant compris entre 10 et 100 USD par jour en PPA de 2005 d'après Homi Kharas, dans « The Emerging Middle Class in Developing Countries », Centre de développement de l'OCDE, Document de travail n° 285, 2010. En PPA de 2011, ceci

Figure 5: Niveau de pauvreté en Afrique, 2015-2060 (% de la population)



Dans tous les domaines, la question fondamentale qui se pose aux dirigeants africains est comment relancer et soutenir la convergence qui est au point mort ces dernières années.

Figure 6: Part de la classe moyenne en Afrique, 2015-2060 (% de la population)



Source: Centennial Group (2017)

classe moyenne prévus dans le scénario de convergence de l'Afrique. Ici encore, la différence est grande sur le plan humain, avec plus d'un demi-milliard d'Africains de moins appartenant à

L'Afrique diverge

Dans tous les domaines, la question fondamentale qui se pose aux dirigeants africains est comment relancer et soutenir la convergence qui est au point mort ces dernières années. La part de l'Afrique dans la population mondiale a augmenté depuis le début des années 1900, mais sa part de PIB mondial n'a cessé de diminuer depuis près d'un siècle (Figure 7). Cela signifie concrètement que le revenu de sa population a considérablement chuté par rapport à celui du reste du monde. Cette tendance séculaire à long terme s'est inversée au milieu des années 1990, lorsque la part de l'Afrique dans le PIB mondial (aux taux de change du marché) a progressé pendant une quinzaine d'années, pour atteindre 3 % en 2013 : les Africains rattrapaient alors

le reste du monde. Cependant, cette croissance a stagné depuis le début de cette décennie sans aucune reprise, et en 2016, la part de l'Afrique dans le PIB mondial en 2016 restait à 3 %.

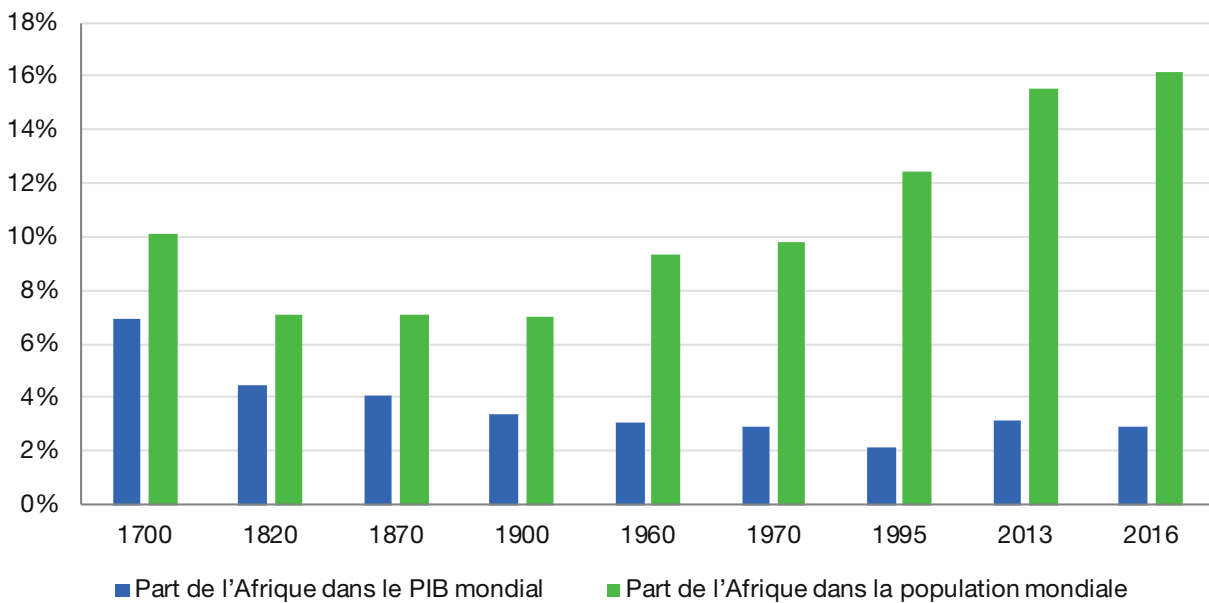
L'Afrique progresse et bon nombre de ses indicateurs socioéconomiques vont en s'améliorant, mais elle ne rattrape plus le reste du monde. La croissance économique a ralenti dans le monde entier depuis 2010 mais cette décélération a été plus forte en Afrique qu'ailleurs. La croissance du PIB africain en 2016 et 2017 sera inférieure à la croissance du PIB mondial.⁴ Pour la première fois en plus de dix ans, la part de l'Afrique dans le PIB mondial va diminuer, en contraste frappant avec la décennie 2000-2010 où la part de l'Afrique dans le PIB mondial avait augmenté. Tout au long de cette période, la part de l'Afrique dans la population mondiale a augmenté, comme son taux de croissance démographique qui a fortement dépassé celui du reste du monde.

correspond à un revenu par habitant compris entre 12 et 108 USD par jour.

4. Rapport du FMI sur les perspectives économiques mondiales (2016)

En 2016, et pour la première fois en 20 ans, le revenu par habitant en Afrique a diminué, et il ne devrait rebondir que faiblement en 2017.

Figure 7: Parts de l'Afrique dans la population mondiale et dans le PIB mondial, 1700-2016



Source: Maddison (2013) pour 1700-1900 ; Centennial Group International (2016) pour 1960-2016

L'Afrique diverge à nouveau par rapport au reste du monde. Durant toute la décennie en cours, les revenus par habitant en Afrique sont en baisse comparés à ceux du reste du monde (Figure 8). Bien que les revenus par habitant en Afrique aient continué de croître depuis 2010 (1,2 % par an), les revenus par habitant dans le monde ont augmenté deux fois plus rapidement (2,3 %) et ceux des économies émergentes et en développement trois fois plus rapidement (3,5 %). De plus, l'écart s'est creusé. En 2016, et pour la première fois en 20 ans, le revenu par habitant en Afrique a diminué, et il ne devrait rebondir que faiblement en 2017. Ces résultats sont un signal d'alarme pour tous les dirigeants et institutions africains.

Ce sont les politiques, plus que les richesses naturelles, qui déterminent les performances

Les moyennes africaines dissimulent d'énormes différences entre pays, et cette divergence est plus révélatrice que la moyenne de l'ensemble du continent. Il y a tout

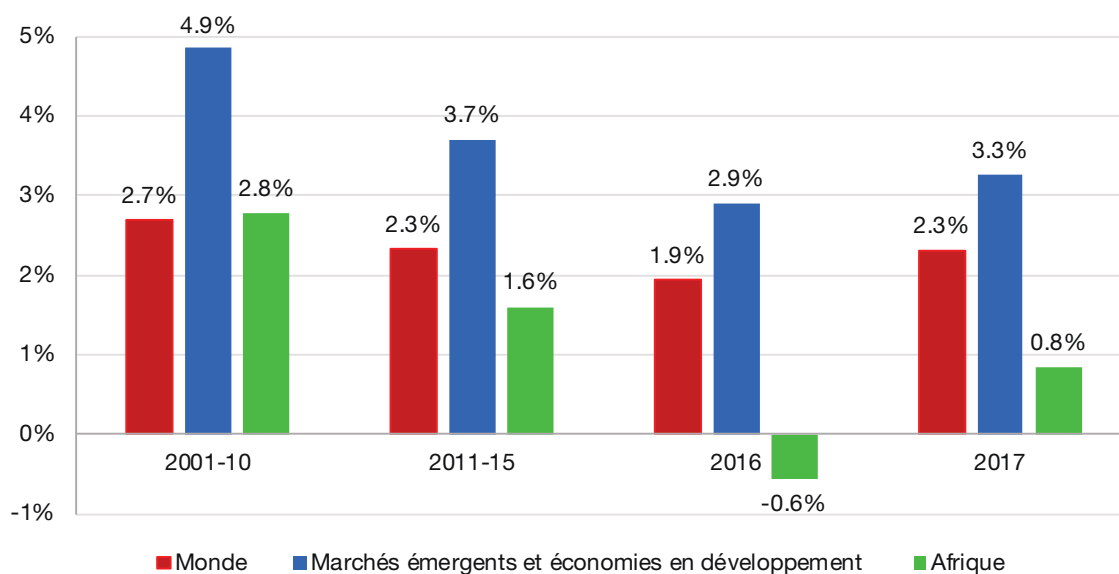
d'abord une différence entre le groupe des pays fortement tributaires du pétrole ou des exportations minières, et le groupe de ceux qui ne le sont pas.⁵ Il y a ensuite une différence entre les pays les plus performants et les moins performants parmi ces deux groupes. Dans la première décennie de ce siècle, le revenu par habitant au sein des pays africains exportateurs de pétrole a augmenté très rapidement (3,9 % par an), stimulé par les augmentations de revenu générées par des prix du pétrole élevés et en hausse (Figure 9).⁶ Cependant, entre 2011 et 2015, la croissance de leur revenu par habitant a baissé de deux tiers (à 1,6 % par an) ; elle est devenue négative en 2016 (-1,5 %) et reste stagnante en 2017. La croissance du revenu par

5. Les pays exportateurs de pétrole sont définis comme étant ceux pour qui les exportations de pétrole ont constitué plus de 30 % des exportations de marchandises en 2010-2014. Les autres économies dépendantes de ressources non pétrolières sont celles pour qui les minerais et le gaz ont constitué plus de 25 % des exportations de marchandises en 2010-2014.

6. Voir aussi Loser, C. & Vilkelyte, I., (2017). L'impact des termes de l'échange dans le secteur des produits de base en Afrique : Malédiction, bénédiction ou réalité gérable ? Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.

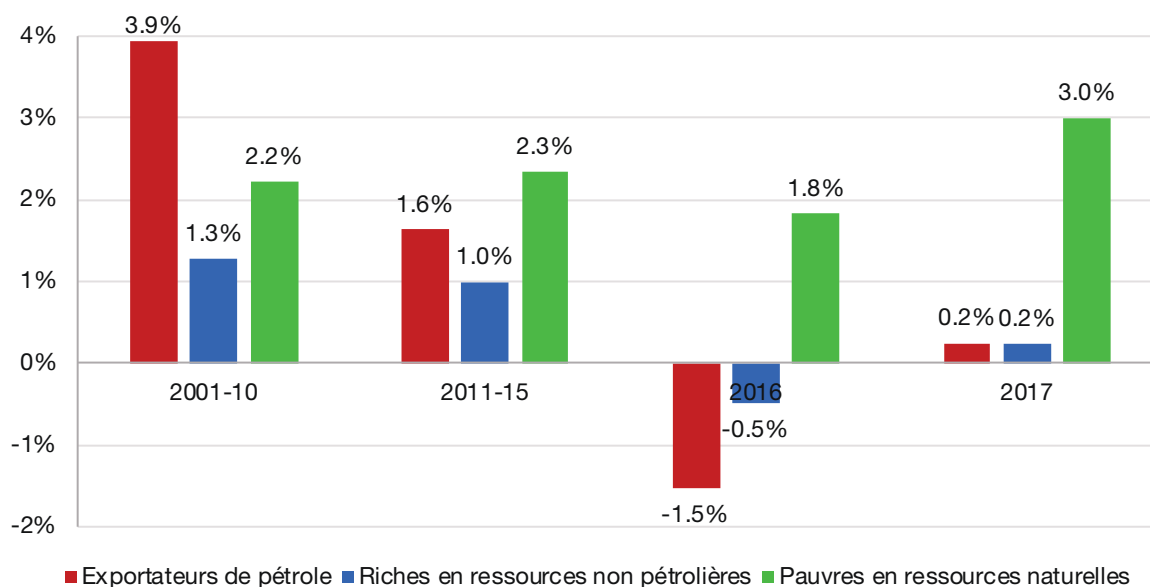
Les moyennes africaines dissimulent d'énormes différences entre pays, et cette divergence est plus révélatrice que la moyenne de l'ensemble du continent.

Figure 8: La croissance du PIB par habitant a ralenti davantage en Afrique qu'ailleurs



Source: Calculs du Centennial basés sur le rapport du FMI sur les perspectives économiques mondiales (janvier 2017)

Figure 9: Et elle a ralenti pour la plupart des exportateurs de pétrole, 2001-2016 (%)



Source: Calculs du Centennial basés sur le rapport du FMI sur les perspectives économiques mondiales (janvier 2017)

On peut donc en déduire que si les « meilleures pratiques africaines » se généralisaient, le continent serait transformé.

habitant dans les économies dépendantes de ressources non pétrolières a été beaucoup plus faible, mais elle aussi a suivi une tendance à la baisse. Dans les pays pauvres en ressources naturelles, la croissance du revenu par habitant a été modeste, mais elle s'accélère depuis 2000 et, tout au long de la décennie actuelle, cette accélération a été nettement supérieure à celle des économies dépendantes du pétrole ou d'autres richesses naturelles.

Cette divergence entre pays démontre que ce sont les politiques, plutôt que les dotations en ressources naturelles, qui ont déterminé les performances. Depuis 2010, 13 pays d'Afrique ont atteint des taux de croissance moyens de leur PIB par habitant supérieurs à 3 % par an.⁷ Ce groupe de pays hautement performants comporte des pays très variés : des pays de grandes et petites tailles ; des pays enclavés et des pays côtiers ; des pays riches en ressources naturelles ou pauvres en ressources naturelles ; des pays à revenu faible, intermédiaire inférieur et intermédiaire supérieur. Aucune de ces caractéristiques ne détermine les performances. Au contraire, les déterminants de leurs performances ont été leurs politiques publiques, la réactivité de leurs entrepreneurs, l'intégrité de leurs institutions et la volonté politique de leurs dirigeants. Ce constat est une bonne nouvelle pour le continent. De nombreux pays démontrent que la convergence est possible et ce, même avec des conditions mondiales moins propices. On peut donc en déduire que si les « meilleures pratiques africaines » se généralisaient, le continent serait transformé.

Agir dès à présent... ou accepter la marginalisation

L'Afrique qui émergera d'ici à 2060 dépendra surtout de ce que feront dès maintenant les gouvernements, le monde des affaires et la société civile. En dépit d'une conjoncture économique mondiale plus difficile et de l'apparition de nouveaux défis, un certain nombre de pays

continuent à bien se porter. Ces pays ont montré ce qu'il fallait faire et ils disposaient du leadership politique pour le faire. Dans d'autres pays, la volonté politique de réformer est souvent l'ingrédient qui manque. Une fois de plus, il se démontre qu'une généralisation des meilleures pratiques africaines à l'échelle du continent transformerait l'Afrique. Et l'Afrique de 2060 pourrait réellement répondre aux aspirations de son peuple.

Un monde plus dur exige des actions plus vigoureuses

Le ralentissement de la croissance mondiale, la baisse des prix des produits de base et le resserrement des marchés de capitaux ont durci l'environnement mondial — et exigent des réformes plus vigoureuses pour que l'Afrique puisse converger avec le reste du monde. Premièrement, en 2016, la croissance mondiale a diminué de près d'un quart par rapport à la décennie précédente (Figure 10). Avec une moyenne de plus de 4 % pour la période 2000-2010, la croissance mondiale est en baisse depuis 2011 pour tomber à seulement 3,1 % en 2016. De plus, selon les prévisions, elle devrait rester en deçà de 4 % au cours de la prochaine décennie, et les risques de détérioration sont nombreux. Cela signifie entre autres un développement plus lent des marchés des exportations africaines.

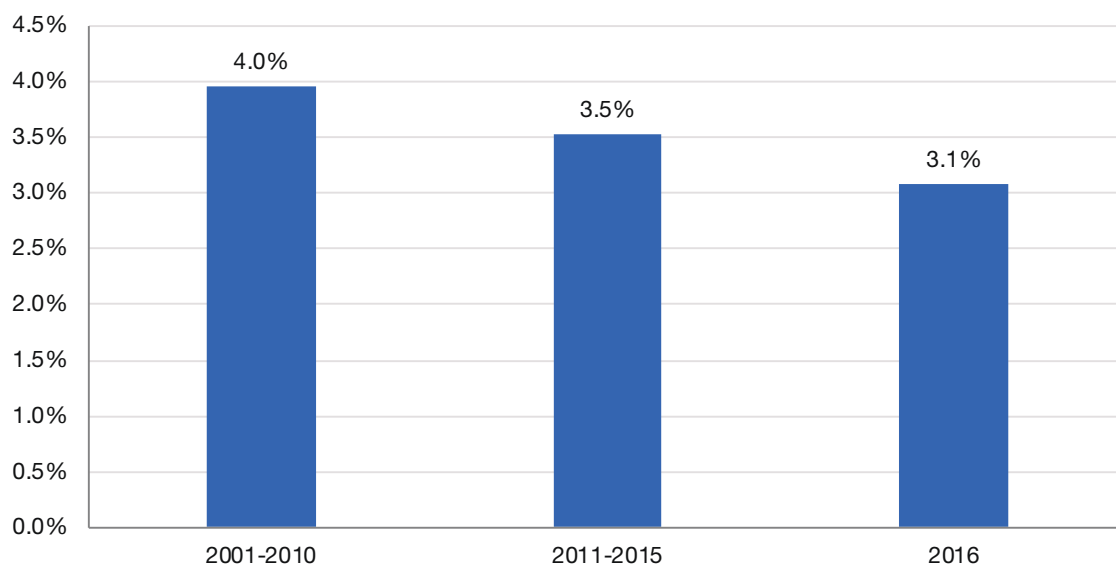
Deuxièmement, le super cycle des matières premières est terminé. Les cours mondiaux ont triplé entre la fin des années 1990 et 2011 (Figure 11). En conséquence, les termes de l'échange de l'Afrique avaient considérablement augmenté, bien davantage que dans d'autres régions comme l'Asie, avec pour résultat une augmentation des revenus. Depuis, les prix des matières premières ont baissé de moitié. S'ils restent supérieurs à ce qu'ils étaient en 2000, les prévisions ne montrent pas un retour aux niveaux de 2006-2013 au cours de la prochaine décennie.

Enfin, les marchés de capitaux se sont resserrés, et les taux d'intérêt très bas et la forte liquidité de ces dernières années qui avaient facilité un bond de l'émission de dette souveraine africaine ont disparu. L'écart (spread)

7. Botswana, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Éthiopie, Ghana, Lesotho, Maurice, Mozambique, Namibie, Rwanda, Seychelles et Tanzanie.

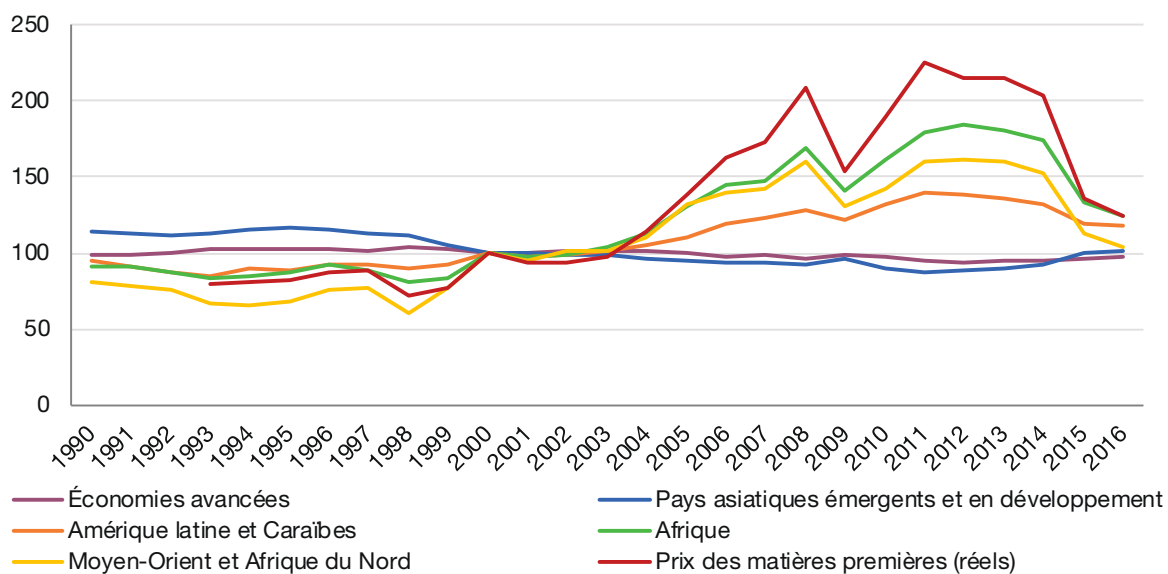
Le ralentissement de la croissance mondiale, la baisse des prix des produits de base et le resserrement des marchés de capitaux ont durci l'environnement mondial — et exigent des réformes plus vigoureuses pour que l'Afrique puisse converger avec le reste du monde.

Figure 10: Croissance moyenne du PIB mondial



Source: Centennial Group (2017)

Figure 11: Termes de l'échange pour des régions sélectionnées (2000 = 100)



Source: FMI (2017, 2016)

L'Afrique a aussi de nombreuses possibilités. Si elle s'en saisit, le continent peut être transformé.

des marchés frontières d'Afrique (NEXGEM)⁸ était inférieur à 350 points de base il y a deux ans, mais il a augmenté de 75 % pour atteindre environ 600 points de base (Figure 12). En outre, l'écart entre l'indice des obligations des marchés émergents (EMBIG) et celui des marchés frontières africaines a plus que triplé, et est passé de quelque 70 points de base à environ 250.⁹ Les taux mondiaux ont augmenté et l'appétit pour le risque a diminué.

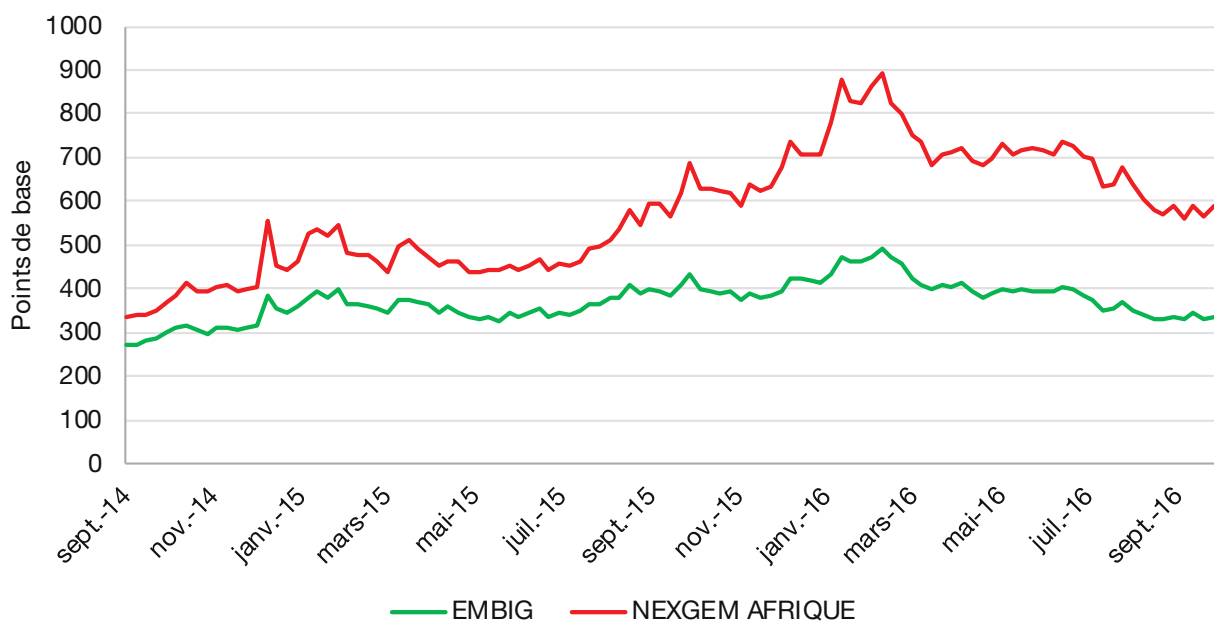
L'Afrique a aussi de nombreuses possibilités. Si elle s'en saisit, le continent peut être transformé. L'Afrique a la capacité de rattraper les meilleures pratiques mondiales,

comme l'Asie l'a fait ces cinquante dernières années, de converger avec les économies avancées et d'offrir de meilleurs revenus à ses populations. Si elle peut réduire ses taux de fécondité, la démographie africaine pourrait devenir son plus grand avantage comparatif à long terme : elle serait en effet la seule région à posséder une force de travail jeune et croissante d'ici 2050. L'urbanisation et une classe moyenne en croissance rapide pourraient stimuler la croissance de la productivité sur tout le continent. Les progrès technologiques pourraient augmenter la productivité et atténuer de nombreuses difficultés auxquelles la région est confrontée. Le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie offre à l'Afrique de nouvelles opportunités de marché. Et la richesse de ses ressources naturelles peut, si elle est bien gérée, générer de la croissance sur le continent.

8. L'indice des marchés de valeurs à revenu fixe de nouvelle génération (NEXGEM) de J.P. Morgan incorpore aussi bien les petites économies de marché peu liquides, dans lesquelles les opportunités d'investissement dans les marchés de la dette extérieure sont limitées, que les BRIC et autres économies émergentes, où l'émission de la dette extérieure est fréquente et importante. NEXGEM Afrique comprend la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Ghana, la Zambie, l'Égypte, le Nigéria, le Gabon, le Sénégal, l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique et la Tanzanie.

9. L'indice mondial diversifié des obligations des marchés émergents (EMBIG) de J.P. Morgan est un indice souverain des marchés émergents pondéré en USD unique et il fait référence dans sa catégorie.

Figure 12: Écarts souverains entre les marchés émergents et l'Afrique, septembre 2014-septembre 2016



Les points importants aujourd'hui sont (a) à quel point les pays investissent dans le capital humain et physique pour augmenter la future croissance, ainsi que leur résilience et (b) à quelle vitesse les pays s'adaptent aux nouvelles circonstances.

Relance de la convergence - Sept domaines d'action prioritaires

Si elle veut réaliser son potentiel et éviter de futurs conflits sociaux, l'Afrique a besoin de relancer la convergence. Les changements conjoncturels externes évoqués ci-dessus ne sont pas une surprise - ce qui compte, c'est ce que les pays feront, dès à présent. Les points importants aujourd'hui sont (a) à quel point les pays investissent dans le capital humain et physique pour augmenter la future croissance, ainsi que leur résilience et (b) à quelle vitesse les pays s'adaptent aux nouvelles circonstances. La performance des pays africains varie fortement sur ces points mais dans l'ensemble, elle est faible. Si les pays ne s'adaptent pas rapidement à ces nouvelles circonstances, les gains des de la première décennie du siècle seront perdus. Il est particulièrement important d'agir sur sept fronts pour permettre un retour sur la voie de convergence : accélération de la transition démographique, réduction de la dépendance aux matières premières, accroissement de l'épargne et de l'investissement et mobilisation du secteur privé, accélération de la croissance de la productivité, résolution des conflits et réduction de la fragilité, adaptation au changement climatique et réduction des disparités.

Accélérer la transition démographique

Selon les dernières projections des Nations Unies, la transition de l'Afrique vers un profil démographique moderne de fécondité et de mortalité infantile faibles avance encore plus lentement que prévu. La variation de l'évolution des taux de fécondité entre pays est remarquable. La Figure 13 montre la fécondité des 50 dernières années pour 13 pays qui couvrent l'éventail actuel des taux de fécondité. Trois points retiennent particulièrement l'attention : (i) il y a 50 ans, tous les pays avaient des taux de fécondité supérieurs à 6 ; (ii) de nombreux pays ont montré que des baisses rapides sont possibles sur dix ou vingt ans, comme Maurice et la Tunisie au cours des années 1960 et 1970, le Botswana et l'Afrique du Sud au cours des années 1980 et 1990, et l'Éthiopie et le Rwanda au

cours des vingt dernières années ; et (iii) dans le même temps, les niveaux de fécondité dans un certain nombre de pays restent inchangés depuis 50 ans. Donc, on constate que la fécondité varie aujourd'hui de 2 à plus de 7.

La lenteur de la transition démographique en Afrique a un énorme effet cumulatif et de fortes répercussions sur les défis liés à l'emploi. Selon les prévisions, le taux de dépendance de l'Afrique devrait diminuer jusqu'en 2050, rendant possible un grand dividende démographique. Cependant, la lenteur de cette transition démographique devient problématique à la fois en termes de formation de capital humain et de création d'emplois, et donc, de la réalisation d'un dividende démographique. Ces problèmes seront d'un ordre de grandeur plus important en Afrique qu'ailleurs.

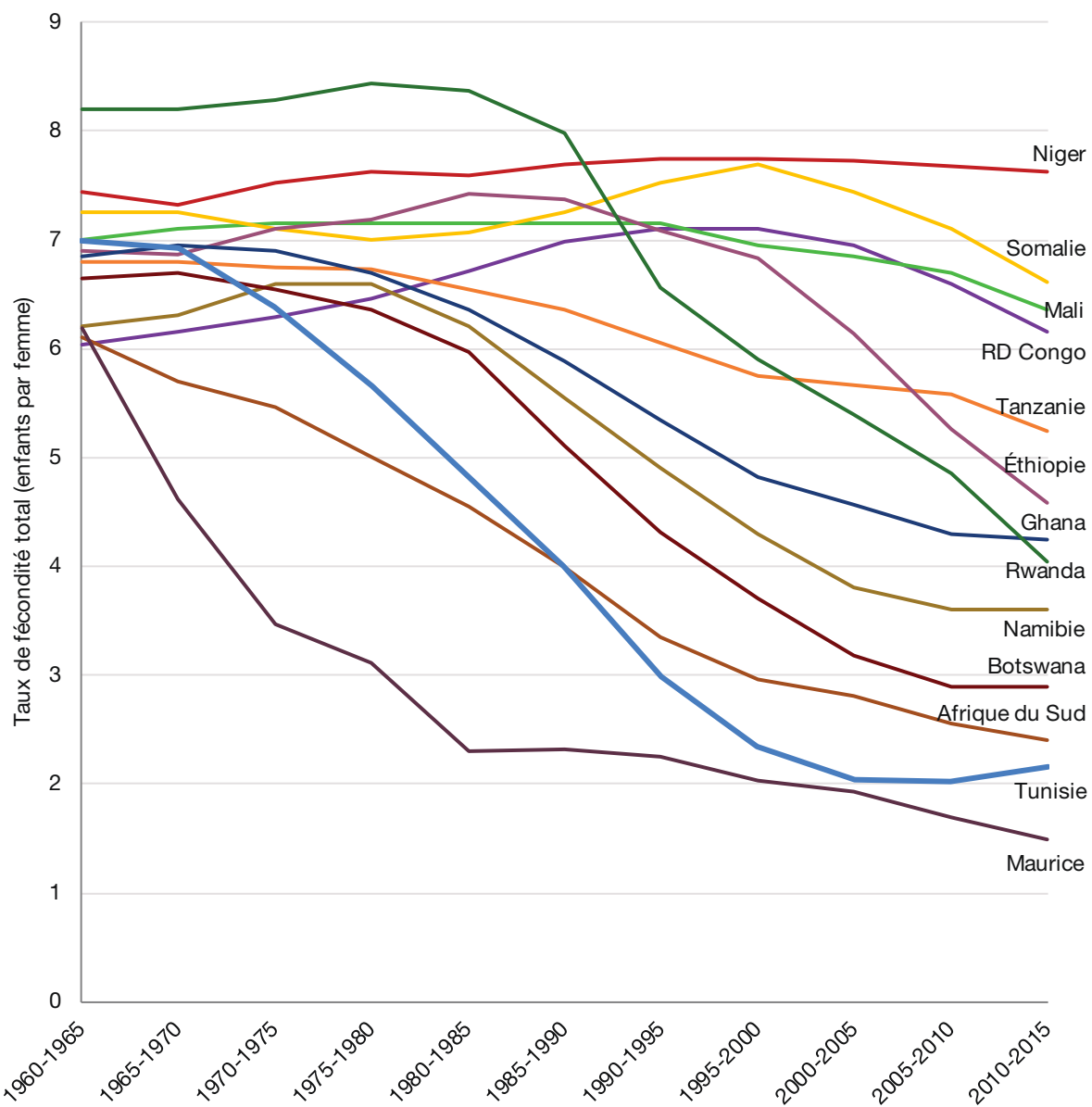
Les bons emplois exigent du personnel qualifié, alors que l'éducation de qualité pour tous ne sera possible qu'avec un ralentissement de la croissance démographique. Compte tenu des difficultés de fournir une éducation de qualité à la population d'âge scolaire d'aujourd'hui en Afrique,¹⁰ le rythme d'accroissement de la population est absolument crucial. Actuellement, on compte quelque 420 millions d'enfants âgés de 5 à 19 ans en Afrique. Selon l'hypothèse de « fécondité intermédiaire » des Nations Unies, leur nombre devrait presque doubler d'ici à 2060 et passer à 830 millions, soit 34 millions de plus que ce que l'on prévoyait il y a seulement trois ans. Selon l'hypothèse de « fécondité élevée », cette augmentation serait de 600 millions et, aux niveaux de fécondité actuels, elle atteindrait l'énorme chiffre de 1,1 milliard. La capacité institutionnelle et financière à fournir une éducation de qualité à un tel nombre d'élèves est, dans la meilleure des hypothèses, peu probable.

La lenteur de la transition démographique a un impact considérable sur l'agenda de l'emploi (Figure 14). La population en âge de travailler africaine a augmenté de

10. Voir Alavuotunki, A. & Reinikka, R. (2017). Développer le capital humain : Améliorer la qualité de l'éducation. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.

La priorité la plus urgente est d'accélérer le passage de l'Afrique à un profil démographique moderne, avec des taux faibles de fécondité et de mortalité infantile.

Figure 13: Taux de fécondité par pays, 1965-2015



Source: Division de la population de l'ONU (2015)

Ceci implique un agenda beaucoup plus ambitieux pour l'ensemble du continent, avec pour objectif de créer les conditions nécessaires pour que ses entreprises soient compétitives et puissent se développer.

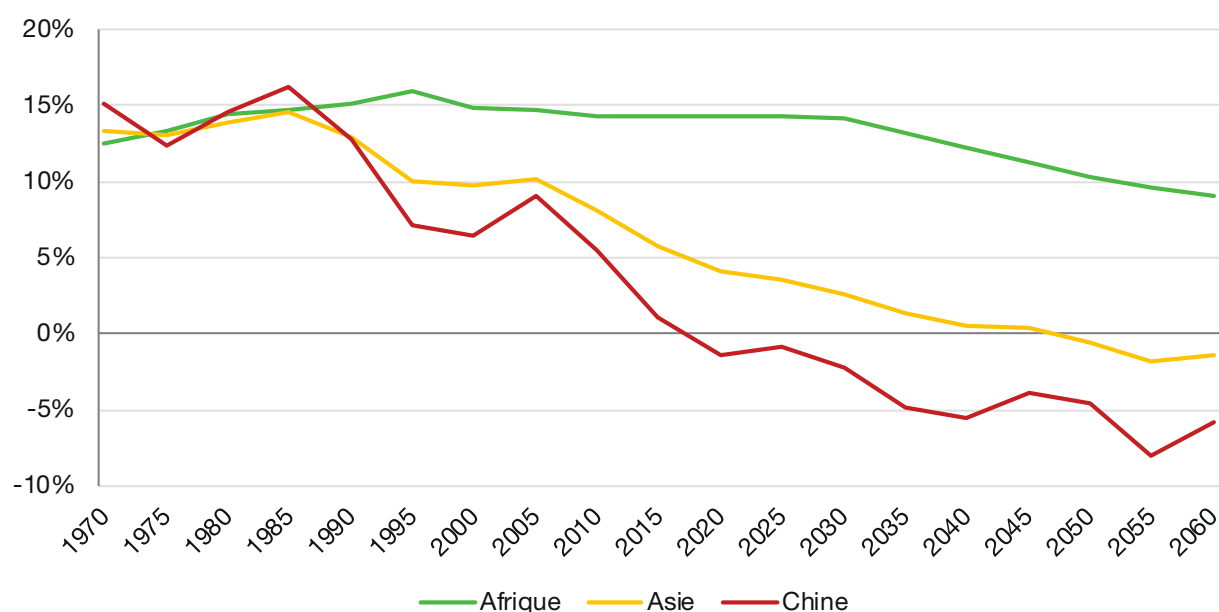
plus de 10 % par an au cours des 60 dernières années, une augmentation qui devrait se poursuivre au cours des 35 prochaines années. Dans ce domaine, le contraste avec, par exemple, l'Asie est saisissant : la population en âge de travailler asiatique a augmenté de plus de 10 % pendant seulement 30 ans, et pendant 25 ans en Chine. Autrement dit, l'Asie a dû créer des emplois rapidement, l'espace d'une génération, pour absorber l'augmentation de sa population en âge de travailler. L'Afrique, elle, aurait besoin d'un siècle de création accélérée d'emplois pour arriver au même résultat.

Ces perspectives démographiques ont trois conséquences importantes pour les gouvernements et les décideurs africains. La première conséquence est que la priorité la plus urgente est d'accélérer le passage de l'Afrique à un profil démographique moderne, avec des taux faibles de fécondité et de mortalité infantile. L'hétérogénéité de l'expérience africaine dans la réduction de la fécondité (Figure 13) révèle à quel point il est important de généraliser

l'accès à des contraceptifs modernes, de scolariser les filles et d'obtenir des décideurs politiques et des dirigeants de la société civile qu'ils parlent ouvertement de cette question. Le message essentiel est que de nombreux pays africains ont montré qu'il était possible de le faire et qu'il est urgent que les autres pays leur emboîtent le pas.

La deuxième conséquence est que, même avec un effort accru pour réduire la fécondité, la question de la création d'emplois en Afrique est structurellement différente de celle d'autres régions (voir Figure 14). En l'Afrique, il ne s'agit pas de créer rapidement des emplois sur une génération pour réaliser un dividende démographique mais de garder une longueur d'avance sur un siècle de croissance extraordinaire de la population en âge de travailler. Il va falloir reconnaître que seules les entreprises privées, plutôt que les gouvernements, sont capables de créer les emplois nécessaires. Ceci implique un agenda beaucoup plus ambitieux pour l'ensemble du continent, avec pour

Figure 14: Taux de croissance de la population active, 1965-2050



Source: Division de la population de l'ONU (2015)

L'emploi dans l'agriculture et les services traditionnels va augmenter, et qu'il faut accorder plus d'attention à l'accroissement de la productivité de l'économie informelle.

objectif de créer les conditions nécessaires pour que ses entreprises soient compétitives et puissent se développer.¹¹

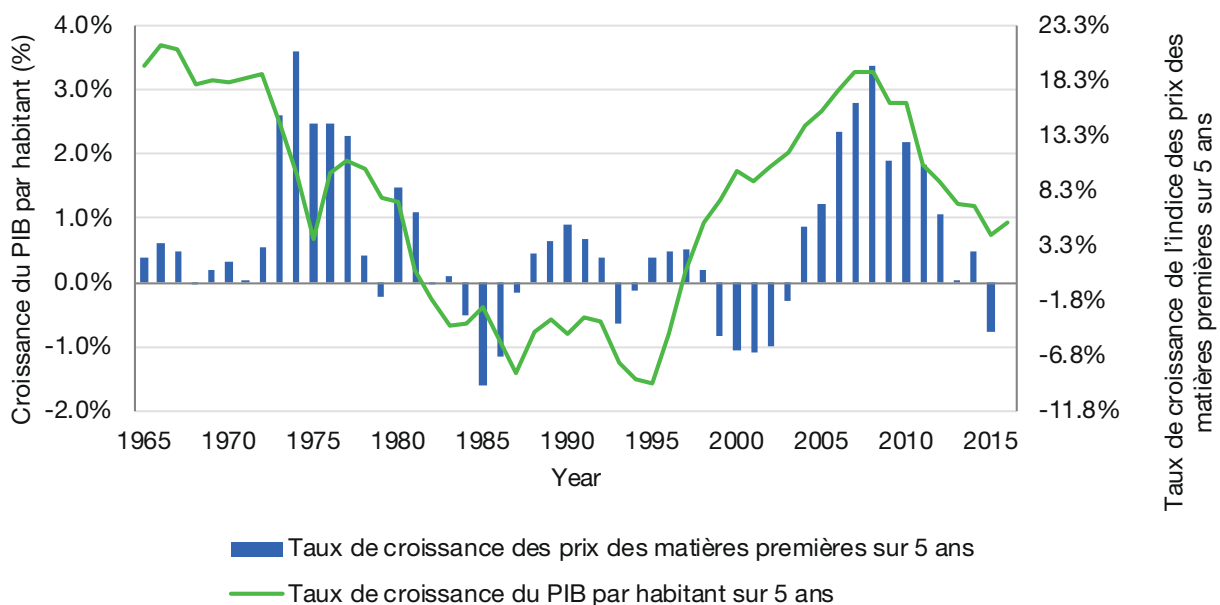
La troisième conséquence est que l'emploi dans l'agriculture et les services traditionnels va augmenter, et qu'il faut accorder plus d'attention à l'accroissement de la productivité de l'économie informelle.¹² Compte tenu des 35 années supplémentaires prévues de croissance extraordinaire de la population en âge de travailler, et au vu de la faible part actuelle de l'emploi dans le secteur formel, l'emploi dans ce secteur, même après une augmentation extraordinaire, ne pourrait absorber la population sous-employée actuelle et l'inévitable augmentation de la population en âge de travailler. Il faut répéter que, ce sont les entreprises, et non les gouvernements, qui créent

des emplois. Cependant, la taille modale d'une entreprise africaine est d'une seule personne (souvent un travailleur agricole indépendant ou un travailleur du secteur des services). Il faut donc que non seulement le nombre de ces « entreprises » augmente mais aussi leur productivité, laquelle est indispensable à une amélioration des revenus.

Réduire la vulnérabilité aux prix des matières premières

La dépendance de l'Afrique vis-à-vis des matières premières, et donc sa vulnérabilité aux fluctuations de leurs cours, s'est accrue ces 20 dernières années. L'accélération de la croissance du revenu par habitant jusqu'en 2012, et sa chute ultérieure, est due à plusieurs facteurs mais elle reste très étroitement liée aux prix des matières premières, comme l'illustre la Figure 15. Si certains pays ont progressé, le continent, lui, n'a pas réduit sa vulnérabilité aux fluctuations des cours des matières premières. Leur

Figure 15: Taux de croissance du revenu par habitant et de l'indice des prix des matières premières, 1965-2015



La chute des cours depuis 2013-2014 a eu, et continuera d'avoir, des répercussions considérables sur les économies africaines, en particulier celles qui sont fortement dépendantes des exportations de pétrole et de minéraux.

part dans les exportations africaines a augmenté, passant d'environ 71 % en 1995 à 76 % en 2014. C'est pourquoi la chute des cours depuis 2013-2014 a eu, et continuera d'avoir, des répercussions considérables sur les économies africaines, en particulier celles qui sont fortement dépendantes des exportations de pétrole et de minéraux.¹³

Entre 2000 et 2013, plus d'un quart de la croissance réelle du PIB de l'Afrique est imputable à la hausse des prix des matières premières. Ces prix ont plus que doublé entre 2000 et 2012 et malgré leur chute ultérieure, ils restent plus d'un tiers au-dessus de leur niveau de 2000. La forte concentration des matières premières dans les exportations africaines a eu pour résultat que les termes de l'échange en Afrique ont eux aussi considérablement augmenté après l'an 2000, une augmentation qui a été plus forte que n'importe où ailleurs. Du fait de ces gains importants dans les termes de l'échange, l'augmentation annuelle du revenu disponible réel (6,3 %), ou revenu national brut, était bien supérieure en 2000-2012 à l'augmentation du PIB (5 %). Outre l'augmentation directe des recettes due à l'amélioration des termes de l'échange entre 2000 et 2013, l'effet multiplicateur attendu a également conduit à une augmentation annuelle estimée du PIB de 1,3 %. Une stabilisation des termes de l'échange à leurs niveaux actuels aurait pour conséquence de limiter la tendance future de croissance du PIB en Afrique à environ 3,6 % du PIB.

Dans l'ensemble, non seulement les économies africaines n'ont pas réduit leur dépendance vis-à-vis des matières premières (ce qui est certes difficile) mais encore, pour la plupart, elles n'ont pas réussi à créer des tampons pour se protéger des chocs provenant des variations de cours des matières premières, et à s'adapter aux nouvelles circonstances. Dans ce domaine également, les performances nationales varient énormément. Dans l'ensemble, l'Afrique a réagi à la baisse des termes de l'échange qui selon la plupart des prévisions risque de durer, en puisant dans les réserves et en empruntant davantage plutôt qu'en effectuant l'ajustement nécessaire. À cause de cette

réaction, il est devenu urgent de remettre les économies sur une trajectoire durable et éviter ainsi un ajustement désordonné dont les coûts socio-économiques seraient très élevés.

Trois types de réponses des politiques sont indispensables et urgentes. Premièrement, les pays doivent s'adapter à la perte de revenu générée par la baisse des prix des matières premières et éviter d'emprunter à l'excès pour retarder l'ajustement. En règle générale, un ajustement géré et ordonné nécessite des politiques fiscales et monétaires qui soient en cohérence avec la soutenabilité de la dette et de la balance des paiements. Dans l'idéal, ces politiques seraient soutenues par un mécanisme de taux de change flexible qui permettrait une politique monétaire indépendante et doterait les pays d'un instrument politique crucial qui l'aiderait à absorber les chocs extérieurs.

Deuxièmement, les pays doivent réduire leur vulnérabilité future en établissant des mécanismes, tels que des règles budgétaires et des fonds de stabilisation, qui lissent leurs dépenses lors des cycles d'expansion-ralentissement.¹⁴ Un effort budgétaire structurel permettrait de régulariser le rythme des dépenses publiques au fil du temps et de réduire le rythme éminemment procyclique des dépenses actuelles, caractérisé par une augmentation des dépenses gouvernementales lorsque les prix des matières premières augmentent, suivie d'une compression forcée de ces dépenses lorsque les cours mondiaux s'effondrent. Une solution idéale consisterait à mettre en place un fonds de stabilisation des matières premières, semblable au Fonds chilien de stabilisation du cuivre, ainsi que des objectifs budgétaires structurels, à savoir un budget établi sur les tendances à long terme et non pas uniquement dicté par le court terme.

Troisièmement, il faut que les pays adoptent une politique à long terme qui consiste à diversifier leur base d'actifs et à convertir la rente qu'ils retirent de l'extraction

13. Loser & Vilkelyte (2017).

14. Voir Loser & Vilkelyte (2017), ainsi que les chapitres sur les ressources macroéconomiques (chapitre 9) et les ressources naturelles (chapitre 12) dans Ahlers et al. (2014).

Il faut que les pays adoptent une politique à long terme qui consiste à diversifier leur base d'actifs et à convertir la rente qu'ils retirent de l'extraction des ressources naturelles en capital humain et physique.

des ressources naturelles en capital humain et physique. Cette diversification est une étape clé vers la diversification éventuelle des flux de revenus.¹⁵ On associe souvent la diversification aux activités économiques, par ex. à l'industrie manufacturière ou aux services, mais la diversification des actifs est encore plus importante. Les pays riches détiennent la grande majorité de leurs actifs sous forme de capital intangible (capital humain et institutionnel) plutôt qu'en ressources naturelles ou en capital produit (par ex. routes, réseaux électriques, usines). Du point de vue continentale, l'un des plus grands défis de l'Afrique est de transformer sa richesse en ressources naturelles en capital humain, en capital produit, et en actifs financiers, en d'autres termes diversifier sa base d'actifs. Ce n'est qu'avec une base d'actifs diversifiée qu'il sera possible

de dissocier les revenus des fluctuations de prix des matières premières.

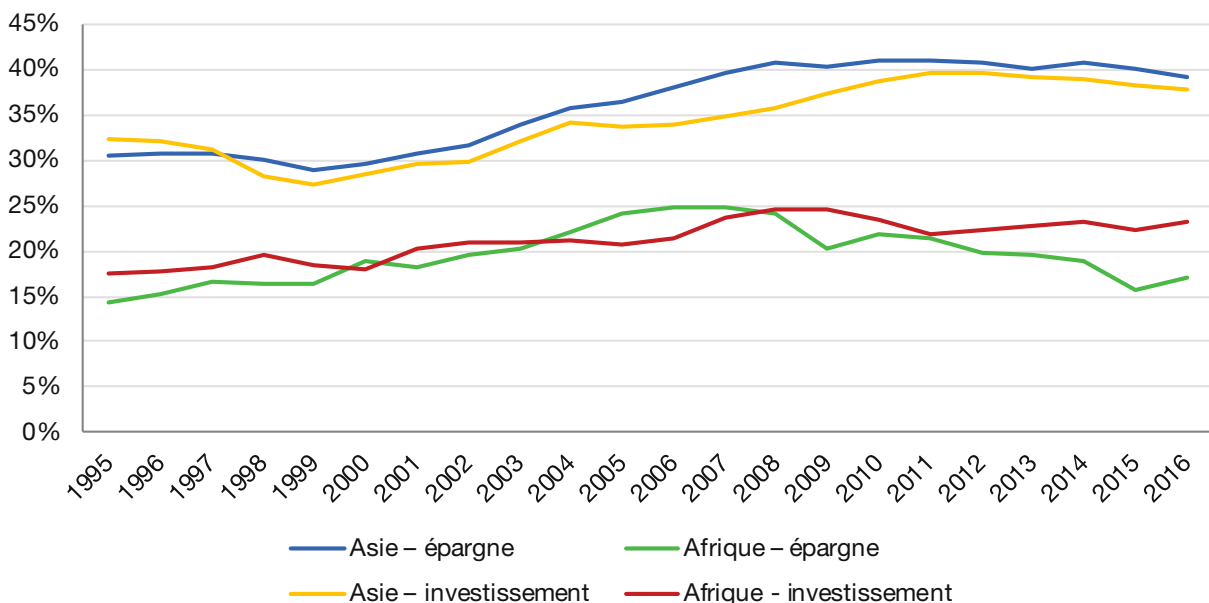
Augmenter l'épargne et l'investissement – Libérer le potentiel du secteur privé

L'épargne africaine a quelque peu augmenté pendant les années d'expansion mais depuis, elle est retombée à peine 17 % du PIB, le niveau qu'elle avait il y a trente ans (Figure 16). Les performances varient selon les pays et les solutions doivent être spécifiques à chacun d'entre eux, mais l'Afrique ne convergera pas avec le reste du monde avec un taux d'épargne aussi faible. Par comparaison, les taux d'épargne des pays asiatiques à revenu faible et intermédiaire ont augmenté régulièrement au cours de la même période. En conséquence, l'écart entre les taux d'épargne africains et asiatiques est deux fois plus élevé aujourd'hui qu'il ne l'était en l'an 2000.

L'insuffisance de l'épargne nationale découle tant de la faiblesse de l'épargne publique que de celle de l'épargne

15. Bond, J. (2017a).

Figure 16: Taux d'épargne et d'investissement, 1995-2015 (% PIB)



Au-delà de ce manque de confiance et l'absence de l'état de droit, il sera essentiel de concevoir des systèmes financiers susceptibles d'offrir des instruments d'épargne à tous les épargnants potentiels.

privée. La faible épargne publique découle, dans la plupart des cas, d'une rapide augmentation des dépenses courantes couplée à une faible mobilisation des ressources nationales. La faible épargne privée peut provenir de nombreux facteurs, mais peut-être le plus fondamentalement, elle reflète le manque de confiance des citoyens dans leur pays et dans l'état de droit. Au-delà de ce manque de confiance et l'absence de l'état de droit, il sera essentiel de concevoir des systèmes financiers susceptibles d'offrir des instruments d'épargne à tous les épargnants potentiels.

L'écart entre l'investissement africain et l'investissement asiatique s'est également creusé. Malgré la faiblesse de l'épargne, l'investissement en Afrique a légèrement augmenté, passant d'environ 20 % du PIB au début du siècle à 23 % en 2016. Mais l'augmentation de l'investissement a été beaucoup plus rapide en Asie, de sorte que l'écart entre ces taux s'est accru de 50 % depuis l'an 2000. La faiblesse de l'investissement public tient, en grande partie, d'une composition peu adaptée des dépenses publiques, provenant d'une augmentation des dépenses courantes au détriment de l'investissement public. La décennie à venir aura pour défi particulier de protéger le niveau de l'investissement public, même si les gouvernements peuvent préférer, pour des raisons de facilité, resserrer encore davantage les investissements publics (plutôt que de générer des revenus ou de réduire les dépenses courantes) dans un contexte économique moins favorable. Un faible investissement privé national est en grande partie le reflet d'un mauvais climat d'investissement. Les défis liés à l'investissement sont plus fondamentaux que ce que laissent apparaître les indicateurs « Doing Business ». Ils reflètent l'appréciation qu'ont les citoyens des occasions qui leur sont offertes (y a-t-il des investissements rentables à faire ?) et de l'état de droit (en cas de succès, peuvent-ils s'en approprier les fruits ou perdront-ils les bénéfices potentiels au profit d'intérêts particuliers et privilégiés ?). Une approche plus pragmatique et favorable aux

affaires de l'intégration régionale pourrait aussi dynamiser les investissements en élargissant la taille des marchés.¹⁶

Un exode massif de capital humain et financier est l'indicateur le plus révélateur du manque de confiance des citoyens dans leur pays. Une enquête récente de l'OIT constate que 38 % (un chiffre stupéfiant) des jeunes Africains souhaitent émigrer.¹⁷ L'exode massif des capitaux est un autre signe de ce manque de confiance. Ces cinq dernières années, les flux sortants illicites allaient de 50 milliards USD à près de 200 milliards USD par an, selon la méthodologie utilisée. Cela correspond à des flux sortants illicites de l'ordre de 4½ à 7 % du PIB par an.

Le faible niveau d'investissement se manifeste dans des problèmes réels d'insuffisance des infrastructures et de faiblesse du capital humain. On estime que les besoins de l'Afrique en investissements infrastructurels sont de l'ordre de 100 à 150 milliards USD (USD de 2015) par an comparés aux niveaux actuels d'environ 75 milliards USD.¹⁸ Or, il est bien connu que l'insuffisance en infrastructures est un frein à une croissance rapide.¹⁹ L'investissement dans le capital humain est tout aussi insuffisant. En dépit de la récente augmentation des taux de scolarisation, les résultats scolaires accusent un grave retard par rapport aux autres régions.

Vu sa forte croissance démographique, l'Afrique a besoin d'une croissance de son PIB d'environ 6 % pour converger rapidement avec le reste du monde. Une telle croissance est très peu probable avec des taux d'investissement légèrement supérieurs à 20 % du PIB. L'épargne publique a un rôle clé à jouer dans l'augmentation des taux d'épargne nationaux. Malheureusement, dans leur ensemble, les pays africains ont utilisé les périodes d'expansion pour augmenter leurs dépenses courantes, dont

16. Tuluy, H. (2017). L'intégration économique régionale de l'Afrique. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.

17. Emploi et questions sociales dans le monde 2016 : Tendances pour les jeunes, Bureau international du Travail - Genève : OIT, 2016.

18. Bond, J. (2017b). Le déficit d'infrastructure de l'Afrique : Combler le retard. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.

19. Ibid.

Il faut que les gouvernements (et les sociétés) aient une vision beaucoup plus claire de ce qu'ils veulent.

l'augmentation a dépassé même celui des revenus, avec pour résultat une baisse de la part de l'épargne dans le PIB. Dans de nombreux pays, une partie de l'ajustement macroéconomique consistera à réduire les dépenses courantes tout en augmentant leur efficacité pour pouvoir générer une épargne susceptible de renforcer l'investissement.

Si l'investissement public est important, il est loin d'être le seul élément de la solution. Il est indubitable que les pays devront augmenter la mobilisation de leurs ressources nationales, comme l'a affirmé le sommet de 2015 à Addis-Abeba sur le financement du développement. Dans les circonstances les plus favorables, cependant, et étant donné le resserrement des marchés de capitaux et les préoccupations de soutenabilité budgétaire, même avec des dépenses courantes mieux gérées, l'augmentation de l'investissement public restera faible par rapport aux besoins. Il est donc d'une importance critique que les fonds publics combinés avec des réformes politiques, soient utilisés pour réduire le risque encouru par les investisseurs du secteur privé afin de mobiliser des investissements privés bien plus important tant nationaux qu'internationaux.

Toute augmentation de l'investissement en Afrique doit provenir pour l'essentiel de sources privées. Ce n'est pas le cas actuellement. Il y a essentiellement deux raisons à cette situation. Tout d'abord, les investisseurs reconnaissent généralement le potentiel des pays africains mais ni les investisseurs nationaux ni les investisseurs étrangers n'ont la confiance nécessaire pour investir à cause des doutes qu'ils sont quant à la stabilité macroéconomique, le respect de l'état de droit, la stabilité du cadre de politique, ou encore le véritable pouvoir des initiés et des intérêts particuliers. Quoi qu'il en soit, jusqu'à ce que les pays identifient, discutent, et résolvent les problèmes qui sous-tendent le manque de confiance des investisseurs, y compris les investisseurs nationaux, l'investissement privé a peu de chances d'augmenter de manière significative. Deuxièmement, bon nombre de pays africains ont des points de vue contradictoires sur le secteur privé. D'un côté, ils reconnaissent, en principe, que la création

d'emplois et la croissance ne viendront que de l'investissement du secteur privé. De l'autre, ils considèrent le secteur privé comme pratiquement un prédateur, dont le seul intérêt de prélever des rentes ou d'exploiter les travailleurs, ou encore comme source de financement d'une politique ethnique ou partisane. Ce dernier point de vue est probablement à mettre sur le compte du capitalisme de connivence présent dans de nombreux pays. Quelles que soient leurs origines, ces points de vue sont incompatibles. Il faut que les gouvernements (et les sociétés) aient une vision beaucoup plus claire de ce qu'ils veulent. Si on veut un secteur privé créateur d'emplois, compétitif et dynamique, il faut rompre avec les politiques du passé. Il ne s'agit plus de se contenter de prendre des mesures à la marge, d'améliorer un règlement par-ci par-là, même si cela est peut-être nécessaire : il faut changer les mentalités.

Accélérer la croissance de la productivité

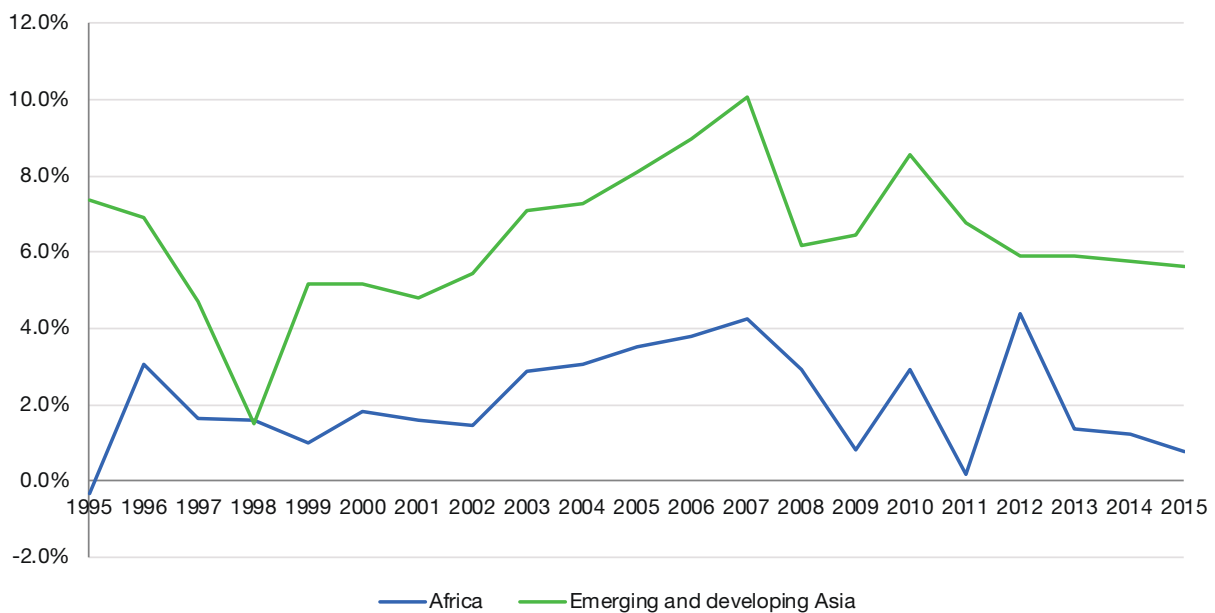
En fin de compte, l'augmentation durable du revenu par habitant en Afrique passera obligatoirement par l'accroissement de la productivité. Vu le faible niveau de capital en Afrique, les revenus par habitant de nombreux pays peuvent encore croître en augmentant le stock de capital, c'est-à-dire l'investissement. Cependant, une augmentation durable du revenu par habitant dépendra de plus en plus de l'augmentation de la productivité. La croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) en Afrique est restée considérablement inférieure à celle des marchés émergents et des pays en développement d'Asie pendant ces vingt dernières années (Figure 17).

Un accroissement de la productivité passe impérativement par une amélioration du capital humain et institutionnel. Les pays riches détiennent la majorité de leurs richesses sous forme de capital humain et institutionnel, ce qui est un élément clé de leur productivité élevée et par conséquent de leurs revenus. Un aspect particulier du développement du capital humain en Afrique exige une attention urgente : la qualité de l'éducation.²⁰ De nouveaux

20. Alavuotunki & Reinikka (2017)

Plus de productivité exige non seulement d'accélérer l'adoption des nouvelles technologies, mais aussi de renforcer les institutions (de l'état de droit à la flexibilité du marché du travail) qui permettent aux entreprises (de l'exploitation familiale à la grosse entreprise) de combiner leurs intrants de façon plus productive.

Figure 17: Croissance de la productivité totale des facteurs, 1995-2015 (%)



Source: Centennial Group (2017)

éléments démontrent qu'une majorité d'élèves africains ne maîtrisent pas les compétences élémentaires même après 6 ans de scolarité. De plus, l'apprentissage pour la plupart d'entre eux se limite à 2 à 3 heures par jour même s'ils sont présents à l'école, et les enseignants passent relativement peu de temps à enseigner. Les compétences élémentaires constituent le fondement de tout apprentissage futur et l'on ne peut pas les court-circuiter. Le gâchis est ahurissant : élèves présents à l'école mais qui n'apprennent pas, diplômés condamnés à des emplois de faible productivité et lourdes dépenses publiques consacrées à une éducation qui n'apportent que très peu de résultats. Heureusement, la divergence de ces derniers selon les écoles et les pays démontre que les résultats sont généralement déterminés plus par la manière dont l'argent est dépensé que par la quantité d'argent dépensé. Tous les dirigeants (et sociétés) africains doivent se focaliser sur les acquis de l'éducation plutôt que sur le nombre d'établissements scolaires que

l'on construit, et sur ce que les enseignants savent et font, plutôt que sur leur nombre ou leur politique syndicale.

Plus de productivité exige non seulement d'accélérer l'adoption des nouvelles technologies, mais aussi de renforcer les institutions (de l'état de droit à la flexibilité du marché du travail) qui permettent aux entreprises (de l'exploitation familiale à la grosse entreprise) de combiner leurs intrants de façon plus productive. De manière très concrète, il s'agit là d'assurer la rencontre de deux agendas, celui de l'inclusion et de celui de la croissance. Les entrepreneurs africains réussissent partout dans le monde, y compris dans des environnements difficiles. Cependant, ils prospèrent là où l'initiative de tous les membres de la société est encouragée et où des prédateurs ne dérobent pas les fruits de cette initiative.

Résoudre les conflits et réduire la fragilité

Les pays impliqués dans des conflits armés ou ceux, si fragiles, qu'ils ne sont pas en mesure de fournir sécurité et

Il est urgent que les dirigeants africains et la communauté internationale investissent dans l'adaptation au changement climatique dès à présent, notamment dans la recherche agricole, les infrastructures urbaines, et la gestion améliorée de l'eau.

autres services de base à leurs populations posent un défi particulier et constituent un risque particulier pour leurs voisins. Plus d'un pays africain sur trois (20 sur 54) est considéré comme fragile selon la liste harmonisée dressée par la BAD et la Banque mondiale. Près de 290 millions de personnes, un quart du total du continent, vivent dans ces pays. Malheureusement, la situation s'est peu améliorée depuis la création en 2010 de la première liste harmonisée des situations fragiles : 16 des 20 pays répertoriés à ce moment-là font toujours partie de la liste ; la part de la population africaine vivant dans des pays fragiles reste inchangée et le chiffre absolu des personnes se trouvant dans des états fragiles a augmenté d'environ 150 millions. La situation du Sahel — qui combine des armes en provenance de la Libye, l'expansion des sectes extrémistes et la persistance de la pauvreté — est particulièrement inquiétante.²¹

Mettre fin aux conflits et renforcer les états fragiles pour qu'ils deviennent compétents est évidemment un travail de longue haleine, mais trois éléments peuvent y contribuer à court terme. Premièrement, une médiation plus vigoureuse de la part des organes régionaux et de l'Union africaine lorsque des conflits internes sont en latence, pourrait empêcher le glissement dangereux et difficilement réversible vers un conflit ouvert. Deuxièmement, lorsque les efforts de médiation échouent, une forte capacité militaire régionale d'intervention rapide pourrait empêcher l'escalade. Troisièmement, il est urgent que la communauté internationale reconnaisse que la sécurité est un bien public mondial et que les états faibles, tels que ceux du Sahel, sont dans l'impossibilité de financer le

niveau de dépenses de sécurité dont ils ont besoin sans un soutien international accru.

S'adapter au changement climatique

L'impact économique du changement climatique sur les pays est difficile à quantifier, mais la plupart des modèles indiquent qu'en Afrique, les températures vont augmenter, que les précipitations deviendront plus variables, et les phénomènes météorologiques violents, plus fréquents. Dans une perspective continentale, le plus gros défi ne réside pas dans la réduction des émissions (cependant louable), mais dans l'adaptation au changement climatique à venir. Or, même si les investissements verts (c.-à-d. visant la réduction des émissions) offrent des rendements élevés, favorisent une croissance verte élargie, et génèrent un financement favorable, leur impact sur les émissions mondiales sera négligeable. Le changement climatique déjà en cours aura, quant à lui, des répercussions catastrophiques sur l'agriculture, première source d'emplois sur le continent, et sur les villes côtières, qui abritent une population qui augmente rapidement.²² Bien que les détails de cette situation sortent du cadre de ce rapport, il est urgent que les dirigeants africains et la communauté internationale investissent dans l'adaptation au changement climatique dès à présent, notamment dans la recherche agricole, les infrastructures urbaines, et la gestion améliorée de l'eau.

Réduire les inégalités et les disparités

Une grande partie de l'Afrique continue de souffrir de disparités immenses et toujours croissantes entre riches et pauvres, d'un accès inégal à l'éducation, la santé, et à d'autres services sociaux, et du fait qu'une part importante de la population vit encore dans la pauvreté. Cette situation constitue une véritable bombe à retardement sur le plan social. Malheureusement, ces disparités ne font

21. Michailof, S. (2017). Nouvelles menaces pour la croissance et la stabilité africaine. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017. _____

22. Ingram, G. (2017). Démographie et urbanisation : Planifier des villes qui marchent. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017. _____

Les inégalités continentales ne diminueront pas tant que l'Afrique ne généralisera pas ses meilleures pratiques politiques, qu'elles soient d'ordre démographique, macroéconomique ou structurel.

qu'augmenter aussi bien aux niveaux national et régional que par rapport au reste du monde.

Du point de vue du continent, la majeure partie des inégalités est celle qui existe au sein des pays. Au niveau national, les coefficients de Gini sont relativement élevés en Afrique, dans une fourchette de 32 à 63, et leur tendance n'a été ni à la hausse ni à la baisse et ces dix dernières années. Sur les 36 pays pour lesquels nous disposons de données, le coefficient de Gini a augmenté dans 18 pays et diminué dans les 18 autres.

Toutefois, la plus forte hausse des inégalités provient d'une exacerbation des différences entre pays.²³ Les revenus par habitant des cinq pays les plus riches d'Afrique sont 24 fois plus importants que ceux des cinq pays les plus pauvres actuellement, alors qu'ils n'étaient que 16 fois plus élevés il y a 20 ans.

Pour réduire les inégalités sur le continent, il est indispensable que les pays aux performances médiocres rattrapent leurs voisins plus performants. L'effet combiné des inégalités nationales et entre pays correspond à un coefficient de Gini continental de 56 qui excède celui de toutes les autres régions, sauf l'Amérique latine. Dans cette région, cependant, le coefficient de Gini est en baisse, contrairement à celui de l'Afrique. Les inégalités continentales ne diminueront pas tant que l'Afrique ne généralisera pas ses meilleures pratiques politiques, qu'elles soient d'ordre démographique, macroéconomique ou structurel.

Conclusion – États compétents et leadership pragmatique

L'Afrique a conservé ses avantages : une base de ressources forte, une population active croissante, un nombre croissant de consommateurs ; mais elle n'avance pas en termes de convergence. Dans un contexte mondial nouveau, cette situation appelle naturellement à davantage d'action concertée pour aborder les sept défis précités. Heureusement, il existe un consensus technique considérable sur ce qui doit être fait, et plusieurs pays

africains continuent de montrer comment y parvenir. Si ces politiques basées sur les meilleures pratiques africaines étaient généralisées, le continent convergerait avec le reste du monde.

La politique aura plus d'incidence sur les résultats que les questions purement économiques. Dans plusieurs pays, que ce soit en Afrique ou ailleurs, de nombreux dysfonctionnements d'ordre politique limitent le choix et l'exécution des politiques. Les dirigeants politiques sont souvent incités à se focaliser sur les gains privés (famille, parti, région, groupe ethnique) plutôt que sur l'offre de biens publics. Les résultats vont dépendre de la façon dont les systèmes politiques évoluent. L'engagement citoyen et une plus grande transparence peuvent contribuer à la fois à créer des états compétents qui fournissent sécurité, état de droit, et services à tous les citoyens, et à favoriser l'émergence de leaders pragmatiques et solides, plus intéressés par les résultats que par l'idéologie, et plus susceptibles de rendre des comptes à leurs concitoyens. La compétence est, en grande partie, une question de gouvernance – la manière dont les institutions fonctionnent et travaillent ensemble. Des états compétents ne se créent pas du jour au lendemain : ils seront le produit d'efforts soutenus destinés à renforcer les capacités et à développer la crédibilité et la responsabilité. Les états compétents peuvent avoir des systèmes politiques très variés, mais à terme, il faut qu'ils rendent compte de leurs résultats à leurs citoyens. Un leadership politique pragmatique et fort peut accélérer le changement à court terme et jeter les bases d'un renforcement durable des institutions, y compris des institutions politiques. Les plus grandes menaces pour la réussite sont la complaisance et le manque de volonté politique à s'atteler aux grands problèmes. Le défi ne consiste pas tant dans ce qu'il faut faire mais plutôt dans la mise en œuvre du plan d'action choisi et dans le maintien d'une mentalité « coûte que coûte » pour obtenir des résultats.

L'agenda esquissé ci-dessus s'étend volontairement sur les questions et les approches, alors qu'il a

23. Ibid.

La stagnation des performances ces dernières années est un appel urgent à l'action pour tous ceux qui veulent une Afrique prospère, plutôt que marginalisée, dans 40 ans.

passé rapidement sur les mesures spécifiques. Il y a à cela deux raisons. La première est simple. Comme on le souligne souvent, l'Afrique est très hétérogène et les plans d'action détaillés doivent être spécifiques à chaque pays. La seconde, plus importante, veut que les solutions qui n'émergent pas d'une forme quelconque de débat national sur l'identification exacte du problème à résoudre et sur ce qui doit être fait pour y parvenir, ont très peu de chances de réussir. Les pays peuvent tirer grand profit de l'expérience des autres, mais il faut qu'ils arrivent à un consensus social minimum sur ce qui doit être fait pour pouvoir alimenter l'action concertée nécessaire au succès.

S'il est vrai qu'un consensus sociétal sur l'agenda de la réforme et le leadership politique pour le forger existent dans quelques pays, ils restent l'exception et non la règle parmi les pays africains. La stagnation des performances ces dernières années est un appel urgent à l'action pour tous ceux qui veulent une Afrique prospère, plutôt que marginalisée, dans 40 ans.



Références

- Ahlers, T., Kato, H., Kohli, H., Madavo, C., et Sood, A. (éd.) (2014). *Africa 2050: Realizing the Continent's Full Potential*, Oxford University Press.
- Alavuotunki, A. & Reinikka, R. (2017). Développer le capital humain : Améliorer la qualité de l'éducation. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.
- Banque mondiale. (2013). Indicateurs de la prestation de service. <http://datatopics.worldbank.org/sdi/>.
- Bloomberg. (2016). Emerging Markets Bond Index, <http://www.bloomberg.com/quote/BEMS:IND>.
- Bond, J. (2017a). La diversification économique des économies africaines. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.
- Bond, J. (2017b). Le déficit d'infrastructure de l'Afrique : Comblé le retard. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.
- Bruns, Barbara, et al., (2011). *Making Schools Work*. <http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1298568319076/makingschoolswork.pdf>.
- Centennial Group International. (2017). Données non publiées.
- CNUCED. (2016). UNCTADstat.
- Division de la Population des Nations Unies. (2015). *World Population Prospects: 2015 Revision*. <http://www.un.org/en/development/desa/population/events/other/10/index.shtml>.
- Filmer, D. (2010) et des mises à jour. « Education Attainment and Enrollment around the World: An International Database. » <http://econ.worldbank.org/projects/edattain>.
- FMI. (2016). Prix de matières premières FMI
- FMI. (2016). World Economic Outlook.
- Fox, L. (2017). L'Afrique face au défi de la croissance inclusive. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.
- Hungi, et al. (2010). *SACMEQ III Project Results: Pupil achievement levels in reading and mathematics*. http://www.sacmeq.org/sites/default/files/sacmeq/reports/sacmeq-iii/working-documents/wd01_sacmeq_iii_results_pupil_achievement.pdf.

Ingram, G. (2017). Démographie et urbanisation : Planifier des villes qui marchent. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.

Kohli, H. (éd.). *The World in 2050: Striving for a more just, prosperous, and harmonious global community*. New Delhi : Oxford University Press.

Loser, C. & Vilkelyste, I., (2017). L'impact des termes de l'échange dans le secteur des produits de base en Afrique : Malédiction, bénédiction ou réalité gérable ?. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.

Michailof, S. (2017). Nouvelles menaces pour la croissance et la stabilité africaine. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.

Maddison. (2013). Maddison Project. <http://www.ggdnc.net/maddison/maddison-project/home.htm>.

The Economist. 11 juin 2016 « How to make a good teacher », The Economist.

Tuluy, H. (2017). L'intégration économique régionale de l'Afrique. Cinquième Forum des Marchés Émergents sur l'Afrique, Abidjan, 26-27 mars 2017.

